

Les subsides

collectivité en collaborant avec les groupes d'action communautaire et en mettant à profit les idées avancées par ces groupes ainsi que les idées et les expériences provenant de l'extérieur.

J'aimerais ici mentionner Sudbury et la façon originale dont on y a abordé les problèmes, qui constitue un excellent modèle pour n'importe quelle zone économiquement déprimée. J'aimerais donner à mes électeurs l'assurance que nous faisons tout ce que nous pouvons pour essayer avec eux de ramener l'économie de cette région au niveau que celle du reste du Canada afin de lui permettre de profiter des réussites qui nous tendent les bras, notamment dans le secteur industriel.

M. McCurdy: Monsieur le Président, le précédent intervenant a une fois de plus cité comme exemple de libre-échange l'accord sur la production automobile. Selon lui, Bob White interdirait aux Canadiens de retirer du libre-échange les gains que les travailleurs de l'automobile ont retirés de l'Accord. L'Accord de l'automobile est une disposition de libre-échange concernant une denrée où il y a correspondance entre la valeur ajoutée canadienne et le nombre d'emplois garantis au Canada et le volume des échanges entre les deux pays. Le député s' imagine peut-être qu'il peut faire changer Bob White et nous-mêmes d'avis en prétendant que ce qu'on cherche à établir, c'est précisément un cadre analogue à celui de l'Accord de l'automobile dans tous les secteurs de commerce entre le Canada et les États-Unis. Ou bien allons-nous perdre l'habitude ridicule de considérer l'Accord sur la production automobile comme un modèle alors que ce n'est pas vrai? Si cet accord était aussi formidable qu'on le dit, pourquoi le gouvernement persiste-t-il à le miner, comme en témoignent tous les grands fabricants du pays, les syndicats—les grandes usines d'assemblage comme celles de Ford, de GM et de Chrysler—les Travailleurs unis de l'automobile, les fabricants de pièces et les fabricants d'outils? Ils pensent tous que si le gouvernement continue sur sa lancée et persiste à saper l'accord sur la production automobile en favorisant la construction au Canada d'usines sud-coréennes et japonaise d'assemblage seulement, on s'expose à perdre pas moins de 15,000 à 20,000 emplois, voire jusqu'à 200,000 emplois. Répondrez-vous à cette question?

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, s'il vous plaît. Je demanderai au député de Kootenay-Ouest (M. Brisco) de répondre à la question. Je suis toutefois sûr que le débat porte sur les droits compensateurs sur les résineux. Les pièces d'automobiles n'ont aucun rapport avec les résineux, me semble-t-il.

M. McCurdy: J'invoque le Règlement. Il a été question de l'Accord de l'automobile au cours du débat.

Le président suppléant (M. Paproski): À l'ordre. Du calme. Le député de Kootenay-Ouest peut-il répondre à la question?

M. Brisco: Monsieur le Président, je comprends la nature de la question. Le député comprend aussi, sans doute, qu'il ne faut pas se bercer d'illusions. Il ne suffit pas de conclure que deux

pays ou un groupe de pays signent des accords de libre-échange pour que cela leur garantisse des emplois ou une certaine productivité.

Ses inquiétudes me rappellent beaucoup l'attitude que nous avons constatée chez certains éléments aux États-Unis. L'éléphant avait peur de la souris dès qu'il était question d'intensifier le commerce. Je demanderai au député si nous n'avons pas le courage de soutenir la concurrence des marchés étrangers. Sommes-nous totalement dépourvus de courage?

M. McCurdy: La question n'est pas là. Pourquoi cherchez-vous à noyer le poisson?

M. Brisco: Monsieur le Président, je ne comprend pas très bien où le député veut en venir.

Le président suppléant (M. Paproski): À l'ordre. J'autoriserai le député à poser une question supplémentaire si nous en terminons d'abord avec celle-ci. Un ou deux députés de son parti et de l'autre voudraient prendre la parole. Je voudrais, si possible, la leur accorder à tous.

M. McCurdy: Le député sait parfaitement que l'Accord de l'automobile n'est pas un bon exemple du genre d'entente que le gouvernement tente de conclure au sujet du libre-échange. Peu m'importe la différence. Je voudrais toutefois que les ministériels cessent de déformer la réalité. L'Accord de l'automobile n'est pas un exemple de libre-échange. Il s'agit d'une entente qui nous garantit une certaine proportion d'emplois et de production.

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Kootenay-Ouest a trente secondes.

M. Brisco: J'aurais besoin de plus de trente secondes pour faire comprendre certaines différences au député et je préfère donc revenir là-dessus plus tard.

Le président suppléant (M. Paproski): La période des questions et observations est maintenant terminée.

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt le débat de cet après-midi, qui a porté principalement sur le problème des bois résineux et les conséquences catastrophiques pour certaines régions qui découleraient d'une imposition de droits compensateurs par les États-Unis.

Je dois dire, toutefois, que le débat me laisse un peu mal à l'aise pour diverses raisons. Tout d'abord, j'aimerais que l'on porte un peu plus d'attention à la haute technologie. Je crois fermement que nous devons utiliser les technologies de pointe pour revitaliser nos secteurs traditionnels ainsi que développer de nouvelles industries. Je m'inquiète de voir le gouvernement ne tenir aucun compte de la nature dynamique et changeante de notre économie. Cette inquiétude était exprimée la semaine dernière par le Conseil des sciences du Canada, dans une déclaration où il disait que l'on courait le risque que le gouvernement essaie de préserver le passé en sacrifiant notre avenir.